

Intervention du Président Alvaro Uribe au XV Sommet des Nations Unies pour le Changement Climatique

Copenhague, Danemark, 17 déc. (SP). « Monsieur le Président, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Mesdames et Messieurs les délégués,

La Colombie contribue peu aux émissions, elle fait un grand effort au niveau environnemental et a la volonté d'apporter de nouvelles contributions.

Alors que nous ne représentons que 0, 5% du Produit (Intérieur Brut) mondial, nos émissions sont proportionnellement inférieures, puisqu'elles correspondent à 0, 37% du total.

Pour chaque point du PIB nous émettons 250 tonnes de CO₂, pratiquement la moitié de la moyenne mondiale et 7% de moins que la moyenne sud-américaine. Nous sommes près de l'objectif que veut atteindre la majorité des pays.

Nous nous engageons à ne pas augmenter le pourcentage des émissions au fur et à mesure que grandisse la taille de notre économie. Plus encore, nous voulons réduire le pourcentage de ces émissions.

Plus de 85% de la production d' énergie, au cours d'une année normale, est hydroélectrique. Nous nous engageons à garder notre modèle d'énergie propre malgré notre grande production de charbon.

La Colombie est, en Amérique Latine, le deuxième producteur d'éthanol et le premier de biodiesel. Nous agissons ainsi avec un triple engagement: celui de ne pas abattre la forêt, de ne pas limiter la sécurité alimentaire, et d'obtenir, grâce aux plantations de canne à sucre et de palmiers africains ainsi qu'aux biocarburants, un bénéfice net en matière d'absorption de dioxyde de carbone.

Nous nous engageons à poursuivre nos encouragements et à augmenter la promotion et la production d'énergies alternatives, comme l'éolienne, la solaire et la géothermique, mais nous avons besoin d'une diminution des prix d'achat de la technologie et d'un meilleur financement pour massifier ces utilisations.

Nous poursuivons notre engagement en ce qui concerne les zones protégées, qui atteignent déjà près de 12% de notre territoire. Nous avons déclaré récemment l'existence d'un nouveau parc naturel, le second du pays en importance, Yaijojé Apaporis en Amazonie, d'une extension de plus d'un million d'hectares.

Nous continuons à nous engager à préserver la forêt. La forêt représente 52% de notre territoire.

La Colombie a soustraite 40% du territoire à la possibilité de transactions commerciales en reconnaissant à ses compatriotes indigènes et afro colombiens des titres de propriété.

En tant que pays amazonien, nous appuyons et nous avons besoin de l'engagement de réduire la déforestation et de créer le Fonds Forestier.

Nous sommes préoccupés par la méconnaissance du narcotrafic et de la consommation de drogues, qui encouragent la déforestation pour remplacer la forêt par la culture de stupéfiants.

Le monde doit rémunérer la préservation de la forêt. Le programme « Familles garde-forestières », supervisé par les Nations Unies, que la Colombie finance, est nécessaire à la protection de la forêt et à la production de revenus pour les communautés, qui évitent la déforestation aussi bien là où la forêt est remplacée par des drogues illicites que là où elle l'est par une agriculture commerciale.

Jusqu'à maintenant, la Colombie a investi sur ses fonds propres plus de 400 millions de dollars dans ce programme, protégeant 90.000 familles rurales contre la tentation des drogues illicites.

Cette réunion requiert des accords, des objectifs ambitieux, des mécanismes de vérification et un système de sanctions. La vérification et les sanctions font la différence entre les déclarations rhétoriques et les obligations sérieuses.

Le monde, les habitants de tous les pays, attendent de nous que nous assumions des engagements sérieux et non pas que nous expédions cette réunion en terminant sur une nouvelle déclaration rhétorique.

Au cours de ces dernières années, la Colombie a subi de graves inondations, et, à l'heure actuelle, nous subissons le début d'une sécheresse redoutable. L'érosion de nos côtes, le dégel de nos sommets enneigés et les risques encourus par nos communautés font que nous souffrons dans notre propre chair du changement climatique.

La Colombie est l'exemple d'un pays aux revenus moyens faibles, qui fait des efforts, assume des engagements, subit le changement climatique et requiert le soutien d'accords internationaux.

Nous avons tous besoin de fonds publics, d'une plus grande participation du secteur privé, ainsi que de l'appui des banques multilatérales et régionales.

L'impératif qui consiste à aboutir à un accord et à son application n'est pas une discussion idéologique, mais une nécessité réelle pour sauver la planète, que nous devons léguer aux nouvelles générations.

Mesdames et Messieurs les délégués, je voudrais attirer votre attention, si vous me le permettez, sur deux points: faisons la différence entre un accord sérieux et une déclaration purement rhétorique; faisons une différence entre ce qu'est une discussion idéologique, qui devrait être dépassée aujourd'hui face à la gravité de la crise climatique, et la nécessité qui s'impose: celle de sauver la planète de cette menace.

Merci, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués.